



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

hôpitaux publics

Question au Gouvernement n° 925

Texte de la question

## SITUATION DES HÔPITAUX

M. le président. La parole est à Mme Catherine Génisson, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Catherine Génisson. Ma question concerne la visite du Président de la République non à Saint-Lô, mais à Strasbourg où il a traité de l'hôpital public.

Monsieur le Premier ministre, dans un contexte de crise économique et sociale - hausse dramatique du chômage, pouvoir d'achat en berne, précarité chaque jour plus grave -, les Français sont inquiets pour leurs services publics, pour leur système de santé et pour l'hôpital public, auquel la très grande majorité d'entre eux fait confiance bien qu'ils souffrent de son manque de moyens.

Le discours faussement compassionnel du Président de la République ne peut masquer l'asphyxie budgétaire de nos hôpitaux : le déficit, de près de 1 milliard d'euros, touche pratiquement tous les établissements et va contraindre à un plan de rigueur se traduisant par la suppression de plus de 20 000 emplois si le Gouvernement s'obstine à ne pas reconnaître la gravité de la situation.

Ce déficit n'est pas un accident de parcours, mais une asphyxie structurelle qu'on s'abstient délibérément de corriger, voire qu'on entretient et qui est due essentiellement à deux grandes causes : la nécessité de répondre par l'excellence aux progrès de la médecine et à la légitime exigence de qualité de nos concitoyens mais aussi l'obligation de remédier aux carences d'un système libéral paralysé par des problèmes de démographie médicale. Dès lors, l'hôpital public doit faire face à tout, absorbant toutes les urgences, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, 365 jours par an, et répondant à toutes les demandes, en particulier celles qui s'adresseraient normalement aux spécialistes.

La désorganisation de notre système de santé se reporte sur l'hôpital public. À ce titre, les excellents rapports parlementaires de nos collègues Colombier, Paul et Bernier mériteraient plus d'attention. Car, oui, les réformes sont nécessaires.

La communauté soignante doit être au cœur de l'organisation de l'hôpital. Le service public ne doit pas être confondu avec les prestations de service public.

La communauté soignante donne tout ce qu'elle peut et nous ne pouvons que la soutenir sur l'ensemble de nos bancs.

M. le président. Madame Génisson, je vous prie de poser votre question.

Mme Catherine Génisson. Mais, aujourd'hui, cette communauté est perdue, comme la majorité de nos concitoyens.

L'hôpital n'est pas une entreprise, l'hôpital ne produit pas du soin, il soigne des personnes, des malades. Or, aujourd'hui, il est au bord de l'implosion.

Monsieur le Premier ministre, mon analyse n'est pas que politique, c'est aussi un témoignage du vécu. Ma question est simple, et je vous la pose avec gravité : le Gouvernement souhaite-t-il l'implosion de notre hôpital public...

M. Patrick Roy. Oui !

Mme Catherine Génisson. ...pour lui substituer un système où droits et devoirs du service public ne seraient plus le socle de notre pacte républicain ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative*.

Madame la députée, je fais miens un certain nombre de vos principes et de vos diagnostics. L'hôpital public n'est pas une entreprise, c'est un service public au service de tous les Français.

M. Régis Juanico. Sauvez-le !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. Notre système hospitalier public souffre d'un certain nombre de dysfonctionnements, alors que l'effort de la nation est tout à fait considérable. Dois-je rappeler que nos dépenses hospitalières sont les plus élevées au monde et notre maillage hospitalier le plus resserré ?

M. Jean-Pierre Brard. Et alors ?

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. Il faut remédier à cette situation en consacrant à l'hôpital public des moyens supplémentaires. C'est ce que fait le Gouvernement, puisque, malgré la crise, il a décidé d'augmenter les dépenses de l'hôpital public de 3,1 %, soit bien plus que l'accroissement de la richesse nationale. Par ailleurs, il ne faut pas oublier le plan d'investissement de 10 milliards d'euros sur quatre ans, ce qui est tout à fait considérable. En outre, le plan de relance nous permettra une rénovation accélérée de nos hôpitaux psychiatriques.

Des moyens nouveaux seront donc injectés dans l'hôpital public. Mais une profonde réorganisation est nécessaire. Vous avez souligné que la mauvaise organisation des soins ambulatoires affectait directement les services des urgences. Je partage pleinement votre diagnostic.

M. Jean-Paul Bacquet. C'est M. Mattei qui a supprimé la permanence des soins !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de la santé*. Il faut donc réorganiser l'hôpital, notre système de santé en le décloisonnant, et c'est ce que nous ferons dans le cadre de la loi " hôpital, patients, santé et territoires ". L'hôpital a besoin que nous nous mobilisions en faveur d'une vraie réorganisation et que nous accompagnions intelligemment les moyens nouveaux que nous allons mettre à sa disposition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Catherine Génisson](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 925

**Rubrique :** Établissements de santé

**Ministère interrogé :** Santé et sports

**Ministère attributaire :** Santé et sports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 14 janvier 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 janvier 2009